



ACCORD GEPP : PLAN D'EFFICIENCE + CONGÉ MOBILITÉ... = BAISSÉ DES EFFECTIFS

La Direction Générale habille ses suppressions de postes en « *plan d'efficience* » et ses incitations au départ en « *congé de mobilité* ». Derrière ces euphémismes : une logique d'austérité assumée, une baisse programmée des effectifs à France Travail et un accord GEPP qui en est le bras armé.

LE CALCUL QUE LA DIRECTION NE VEUT PAS FAIRE

600 postes « redéployés » (fonctions support → réseau) **- 1 038** postes supprimés **= - 438**

AUCUN RENFORT POUR LE RÉSEAU ET DES POSTES DÉTRUITS DANS LES FONCTIONS SUPPORT !

Le choix de la Direction Générale n'est pas seulement d'accompagner mais de faciliter la mise en œuvre de l'austérité budgétaire et donc la baisse de nos effectifs, sur sites et dans les services.

LES OUTILS POUR VIDER LES FONCTIONS SUPPORT

Le « Congé de mobilité » : Présenté comme un droit, c'est en réalité une incitation des agents des fonctions supports au départ définitif de France Travail. Financement d'un projet extérieur mais sous condition de ne jamais revenir. Un outil calibré pour libérer des postes, pas pour accompagner les agents.

Le plan d'efficience : Au prétexte de gagner en productivité l'équivalent de 3 600 postes d'ici 2027 et de mettre en œuvre la Loi Plein Emploi dans un contexte de réductions de moyens, la Direction Générale déploie plusieurs leviers : développement à marche forcée de l'Intelligence Artificielle, réorganisation du réseau en annonçant supprimer des fonctions hiérarchiques, redéploiement des fonctions support... l'accord GEPP ne donne aucun cadre protecteur, aucun droit pour les agents, mais ne sert concrètement que les plans de la direction.

CE QUE SIGNIFIE CONCRÈTEMENT ACCEPTER LA GEPP

Voter oui, c'est valider la logique d'austérité budgétaire dans son ensemble.

C'est accepter que les fonctions support soient la première variable d'ajustement des politiques gouvernementales.

C'est ouvrir la voie à de nouvelles suppressions demain. Accepter les suppressions dans les fonctions support, c'est accepter la baisse des effectifs, le plan d'efficience, les gains de productivité imposés et leurs conséquences directes sur nos conditions de travail.

**À L'HEURE OÙ LES PLANS SOCIAUX SE MULTIPLIENT DANS LE PAYS,
REFUSONS DE SACRIFIER LE SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI !**

AUCUN POSTE N'EST DE TROP À FRANCE TRAVAIL !

REFERENDUM GEPP, ENSEMBLE, VOTONS NON !

DU JEUDI 12 MARS 2026 A 13H30 AU JEUDI 19 MARS 2026 A 13H30